

## Sommaire

-Edito	p.1
-Portrait d'avocat	p.2
-Nos interventions	p.3
-Revue de doctrine, articles	p.4,5
-Textes importants	p.6

Crédit photo : Yannick Monget

**Edito :**

**Ce qui aura été décidé à la Saint-David s'appliquera à la Saint-Justin.**

La réforme profonde des enquêtes publiques et des études d'impact introduite par deux décrets du 29 décembre 2011 entra en vigueur le 1<sup>er</sup> juin prochain.

Pour les études d'impact, cette réforme, qui a vocation à mettre le droit national en conformité avec la directive 85/337/CE et de simplifier la procédure actuelle, introduit une approche nouvelle en soumettant les projets à étude d'impact non plus uniquement en fonction de seuils, mais en fonction de la nécessité éventuelle de réaliser une étude d'impact au regard de la nature du projet, de sa localisation ou de la sensibilité des milieux. C'est une procédure dite « *au cas par cas* » qui est prévue par l'article R. 122-2 du Code de l'environnement et qui permettra de soumettre à étude d'impact des projets qui ne l'étaient pas jusqu'à présent malgré leur impact potentiel sur le milieu.

Le contenu de l'étude d'impact connaît une évolution marquée au niveau du contenu avec des éléments complémentaires (prise en compte de la consommation énergétique, compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par les documents d'urbanisme...) pour certains complexes, afin de renforcer l'efficacité de cet instrument, de même que l'échange entre le pétitionnaire et l'Administration.

Le décret renforce également la portée de l'étude d'impact en améliorant l'information du public par la mise en ligne par exemple de l'avis de l'autorité environnementale compétente, lequel avis est également joint au dossier d'enquête publique.

Cette amélioration de l'information du public résulte également du second décret du 29 décembre 2011 relatif aux enquêtes publiques environnementales qui deviennent plus systématiques pour les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements soumis à la réalisation d'une étude d'impact, l'exclusion du champ de l'enquête publique étant l'exception. Le regroupement d'enquêtes en une enquête unique est facilité en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes, et la procédure subit quelques modifications.

Il subsiste toutefois une interrogation de taille. Le texte prévoit que sont concernés les projets dont les demandes d'autorisation sont déposées à compter du 1<sup>er</sup> juin 2012. Mais doit-on considérer que tout dossier déposé avant le 31 mai se verra appliquer l'ancien régime, ou s'agit-il de ne retenir que les dossiers déclarés recevables par les services instructeurs compétents avant cette date ?

Ces deux décrets vont amener les porteurs de projets, publics ou privés, à revoir en profondeur leur approche tant du dossier de demande d'autorisation par la modification de l'étude d'impact que de l'enquête publique, et à anticiper ces nouvelles dispositions dès lors que, comme pour chaque réforme de ce type, la période transitoire avec les administrations sera compliquée.

Alexandre Moustardier  
Avocat Associé Gérant



## Portrait : Maître Mathieu Berthelon

### « Du droit à l'environnement »

Après l'obtention d'un baccalauréat scientifique, Mathieu Berthelon a choisi d'étudier le droit à l'université Panthéon-Sorbonne et s'est rapidement tourné vers le droit public en raison « *d'un intérêt marqué pour les institutions et le fonctionnement de l'Etat* ». Après une maîtrise en droit public des affaires au cours de laquelle il a notamment eu l'occasion de découvrir le droit de l'urbanisme, c'est logiquement qu'il a décidé de se spécialiser dans un domaine qui l'a « toujours passionné » en intégrant le DEA de droit de l'environnement à l'université de la Sorbonne. Après avoir été diplômé de l'Ecole de Formation du Barreau de Paris, Me Berthelon a été juriste en droit de l'environnement dans une structure américaine avant de rejoindre le cabinet Huglo Lepage il y a maintenant quatre ans où il exerce depuis son activité, aux côtés d'autres avocats, dans l'équipe d'Alexandre Moustardier.

### « Conseiller, défendre, réparer »

Me Berthelon intervient essentiellement dans le domaine des installations classées pour la protection de l'environnement qui constitue pour lui « *le cœur du droit de l'environnement* », ainsi qu'en matière d'urbanisme, ces deux domaines étant « *complémentaires et intrinsèquement liés* ».

S'il aime les dossiers contentieux pour l'aspect combatif qu'ils impliquent, Me Berthelon souligne que l'activité de conseil est tout aussi intéressante et qu'elle peut d'ailleurs s'avérer plus utile à la protection de l'environnement. « *Nombreuses sont les personnes qui pensent que les industriels ne cherchent qu'à éviter ou contourner la réglementation en matière d'environnement* », mais il s'agit selon lui d'une idée reçue qui est de plus en plus fausse car « *aujourd'hui, la plupart des entreprises souhaitent avant toute chose être en mesure de respecter une réglementation de plus en plus technique et difficile à appréhender, et c'est pour cette raison qu'elles viennent nous voir* ». Dans cette optique, il constate notamment que la pratique des audits préalables à une demande d'autorisation d'exploiter ou de permis de construire s'est particulièrement développée, car de nombreuses sociétés ont compris qu'en droit comme en environnement, « *il vaut mieux prévenir que guérir* ».

Mais Me Berthelon peut également être amené à intervenir pour des personnes publiques et parfois des associations de protection de l'environnement, qui peuvent constituer une force d'opposition pour « *éviter les dérives et les excès, garantir un développement équilibré qu'on qualifierait aujourd'hui de durable* ». La variété des clients, des dossiers et des conflits auxquels il est amené à s'intéresser est pour lui une chance qui lui « *permet de véritablement prendre conscience des enjeux et des problématiques, de ne pas voir les choses que par un bout de la lorgnette* ». Me Berthelon souligne qu'il y a de ce point de vue autant de satisfaction à permettre la réalisation d'un projet que l'on sait respectueux de l'environnement que d'empêcher la mise en place d'une activité dont les risques pour l'environnement ou la santé publique ne sont pas maîtrisés.

### « Un droit appelé à évoluer et se développer »

S'il reconnaît que les pouvoirs publics et les acteurs privés ont aujourd'hui pris conscience de la nécessité mais aussi de l'intérêt qui existent pour chacun d'entre nous à assurer la protection de l'environnement, Me Berthelon insiste sur le fait que le droit de l'environnement continuera à « *évoluer au gré des progrès technologiques et de la connaissance qu'on a de notre environnement* » tout en prenant « *une place de plus en plus importante et centrale au sein de notre système juridique* ».

Sa participation à des colloques de formation et à la rédaction d'articles dans des revues spécialisées en droit de l'environnement participent selon lui de cette même démarche, qui consiste à faire du droit de l'environnement un socle commun aux décisions publiques et privées et non plus « *un droit secondaire et accessoire, comme il a pu l'être au départ* ».



**Nos interventions:**

- **17 Janvier 2012 : Ecole des Ponts** : Etude d'impact. **MP.Maître.**
- **2 et 3 Février 2012 : Ecole des Ponts** : Les bases du droit de l'environnement. **MP.Maître.**
- **24 et 25 Janvier 2012 : IFORE** : Formation des inspecteurs des Installations Classées : Droits des déchets. **MP.Maître.**
- **14 Février 2012 : DII** : PPRT. **MP.Maître.**
- **27 Janvier 2012 : Sciences Po (IEP) Lyon** : PPP et Développement Durable. **A.Fourmon.**
- **14 Février 2012** : 3<sup>ème</sup> rencontres parlementaires sur les énergies renouvelables. Energies renouvelables : situation et perspectives. **A.Gossement.**
- **30 Janvier 2012 : LEXISNEXIS** : Performance énergétique du bâtiment (Règlementation thermique 2012, DPE, contrat de performance énergétique) **A.Fourmon.**







Crédit photo : Yannick Monget

J  
A  
N  
V  
I  
E  
R

2  
0  
1  
2

## **Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité**

📖 A.Gossement, il ne faut pas craindre d'adapter les procédures aux exigences de la démocratie écologique. Novethic 20 Octobre 2011.

📖 C.Huglo, Vigilance : vers un principe d'anticipation de la responsabilité environnementale. La Semaine Juridique édition générale 24 Octobre 2011.

📖 C.Lepage, Défendre au mieux les grandes causes, Conférence du Barreau de Versailles. Les Annonces de la Seine 20 Octobre 2011.

📖 B.Denis et D.Druine, Amiante : repérage et mise en sécurité renforcés dans les immeubles bâtis. Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment, 11 Novembre 2011.

📖 MP.Maître, modifications des couloirs aériens et nuisances aériennes, élus et associations contre la ministre. Mediaseine.fr 29 Novembre 2011.

📖 MP.Maître, mesures contre les nuisances aériennes: recours d'élus et associations franciliens. AFP 30 Novembre 2011.

📖 MP.Maître, aéroports : le ton monte contre le plan anti-bruit. Journal de l'environnement 30 Novembre 2011.

📖 A.Gossement, capacités techniques et financières : la nouvelle barrière, Systèmes Solaires, Le Journal des énergies renouvelables. Novembre/ Décembre 2011.

📖 A.Moustardier, Le risque environnemental, La Revue de l'Avocat Conseil d'Entreprise. Décembre 2011.





Crédit photo : Yannick Monget

J  
A  
N  
V  
I  
E  
R

2  
0  
1  
2

📖 F.Braud, A.Moustardier, un aspect particulier du droit des carrières : le contentieux des arrêtés de refus, BDEI Décembre 2011.

📖 MP.Maître, E.Merlant, clarification des obligations et des responsabilités en matière de FDS au regard du règlement REACH. Environnement & Technique Décembre 2011.

📖 A.Gossement, casse-tête politico-gazier, Energie2007.fr, 1<sup>er</sup> Décembre 2011.

📖 MP.Maître, ils refusent les nouvelles trajectoires des avions. Le Parisien.fr 1<sup>er</sup> Décembre 2011.

📖 H.Cassara, ce jugement qui peut tout changer, L'Union l'Ardennais, 10 Décembre 2011.

📖 F.Braud, SdF, contrat de concession contesté. Figaro.fr 10 Janvier 2011.

📖 F.Braud, Menace sur le consortium : un recours au Tribunal Administratif menace le contrat de gestion du Stade de France. 20 Minutes 11 Janvier 2011.

📖 F.Braud, Après le projet de la tour infernale. L'Express du 11 au 17 Janvier 2011.







Crédit photo : Yannick Monget

## Textes importants

### Fiscalité

- Loi 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.
- Loi 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011.
- Loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012.

### Installations classées

- Décret n°2011-1891 du 14 décembre 2011 relatif au livre V du Code de l'environnement et modifiant les dispositions relatives au Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques.
- Arrêté du 14 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'ICPE soumises à autorisation.

### Déchets

- Décret n°2011-1934 du 22 décembre 2011 relatif aux mélanges de déchets dangereux.
- Arrêté du 26 octobre 2011 modifiant l'arrêté du 9 novembre 2009 relatif au transit, au regroupement, au tri et au traitement des piles et accumulateurs usagés prévus à l'article R. 543-131 du chapitre III du titre IV du livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement.

### Pollution atmosphérique

- Décret n° 2011-1727 du 2 décembre 2011 relatif aux valeurs-guides pour l'air intérieur pour le formaldéhyde et le benzène.
- Arrêté du 21 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2004 relatif aux indices de la qualité de l'air.

### Produits chimiques

- Ordonnance n°2011-1922 du 22 décembre 2011 portant adaptation du Code du travail, du Code de la santé publique et du Code de l'environnement au droit de l'Union européenne en ce qui concerne la mise sur le marché des produits chimiques.

### Protection de la nature

- Décret n°2011-2020 du 29 décembre 2011 relatif aux parcs nationaux.

### Droit des enquêtes publiques et de la concertation

- Décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.
- Décret n° 2011-2021 du 29 décembre 2011 déterminant la liste des projets, plans et programmes devant faire l'objet d'une communication au public par voie électronique dans le cadre de l'expérimentation prévue au II de l'article L. 123-10 du code de l'environnement.

### Installations classées

- Décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement.

D 2011-2019 (EI)

